

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

Pouvoir adjudicateur :



**2 avenue du Lac
91013 Evry cedex**

(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)

<p>Réalisation de travaux de serrurerie vitrerie des locaux de la Caf de l'Essonne</p>

Accord-cadre à bons de commande n° 06/2025

**Procédure adaptée passée en application des articles L. 2123-1 et R.2123-1 1°
du Code de la commande publique**

SOMMAIRE

Pages

PREAMBULE	4
1. PATRIMOINE SUR LEQUEL PORTE LE MARCHE	4
2. MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME	4
ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. NATURE ET OBJET DU MARCHE	4
1.2 DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	4
1.3. DISPOSITIONS FINANCIERES	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE – PARTIES CONTRACTANTES	5
2.1. LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SONT :	5
2.2. LES PARTIES CONTRACTANTES SONT :	5
ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	5
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	5
3.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES	5
3.3. REVISION DES PRIX	6
ARTICLE 4 : MODALITES DE LA COMMANDE	6
ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX - PENALITES	6
5.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	6
5.2. PENALITES POUR RETARD	7
5.3. FIN DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	7
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT – SURETES – NANTISSEMENT	8
7.1. AVANCE SUR MATERIEL	8
7.2. APPROVISIONNEMENT	8
7.3. NANTISSEMENT	8
ARTICLE 8 : COORDINATION - EXECUTION	8
8.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	8
8.2. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	8
8.3. CONTROLE DES ACCES ET DISCIPLINE DU CHANTIER	8
8.3.1. Contrôle des accès	8
8.3.2. Discipline du chantier	9



ARTICLE 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	9
9.1. RECEPTION	9
9.2. ASSURANCES	9
ARTICLE 10 : DISPOSITIONS DIVERSES	9
10.1. RESILIATION DU MARCHE	9
10.2. REGLEMENT DES LITIGES	9
10.3. LES OBLIGATIONS DE LAÏCITE	9
ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	10
ARTICLE 12 : DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER	10



PREAMBULE

Présentation de la Caf de l'Essonne

1. Patrimoine sur lequel porte le marché

Le patrimoine immobilier concerné par ce marché se compose :

- Evry - Atlantis : 2 avenue du Lac (91000) : un bâtiment administratif sur 3 niveaux de 11 500 m² au total
- Sites extérieurs (2 locaux à Massy, 1 à Etampes) dont les superficies varient de 108 à 515 m², tous situés sur le département de l'Essonne.

Il est constitué de différents types de locaux : accueil du public, bureaux, salles de réunion, salle de restauration, coins cuisine, réserves, locaux techniques, salles d'archives, parkings...

2. Mode de fonctionnement de l'organisme

La Caf de l'Essonne est un organisme de droit privé gérant une mission de service public, composée de plus de 500 salariés répartis sur le site Atlantis et de travailleurs sociaux répartis sur ses antennes extérieures.

Les heures de fonctionnement sont de 7 h 15 à 18 h 30 sur les sites principaux.

Dans la durée du marché, les sites d'exploitation de la Caf sont amenés à évoluer. En effet, les communes d'implantation des sites peuvent changer ainsi que leur nombre (à la hausse ou à la baisse).

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Nature et objet du marché

Il s'agit d'un marché à bons de commande.

Ce marché a pour objet de permettre le réaménagement et la réfection en serrurerie et vitrerie des locaux en fonction des évolutions organisationnelles mineures de l'organisme sur la période allant d'août 2025 à juillet 2027.

1.2 Durée du marché et reconduction

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} août 2025.

Ensuite, il se poursuivra par tacite reconduction annuelle, sans que sa durée totale ne puisse excéder 2 ans, principe pour lequel le titulaire ne peut s'y opposer conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne peut dénoncer le marché par lettre recommandée avec accusé de réception (cachet de la poste faisant foi) avec un préavis de trois mois de la date anniversaire du marché (1^{er} août), soit au plus tard le 31 juillet 2026, ou le 31 juillet 2027.

Les dispositions de résiliation prévues par le CCAG travaux demeurent applicables.

1.3. Dispositions financières

Le présent marché, sur sa durée totale (2 ans), dispose d'une enveloppe budgétaire maximale de 380 000 euros hors taxes.

Ce montant est un maximum qui n'engage pas la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne dans son utilisation ou son atteinte.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ – PARTIES CONTRACTANTES

2.1. Les pièces constitutives du marché sont :

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement et annexes,
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux.

Les pièces constitutives du marché, prévalent en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

2.2. Les parties contractantes sont :

- D'une part : la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne représentée par Monsieur Gaudérique BARRIERE, Directeur Général et désignée dans le présent CCATP par l'expression "l'organisme" ou "la Caf"
- D'autre part : le prestataire de service qui conclut le marché avec l'organisme est désigné dans le présent CCATP par l'expression "le titulaire".

Le pouvoir adjudicateur est le directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne.

Le comptable assignataire est le Directeur comptable et financier de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne, Madame Karine Tanay.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un représentant dédié à la Caf de l'Essonne et ayant tout pouvoir pour engager la société.

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé au titulaire et au sous-traitant éventuellement.

Tous les montants sont indiqués en euros.

3.2. Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages - règlement des comptes

Les prix sont traités à prix unitaires et s'entendent hors taxes.

Ces prix sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité,
 - Les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, week-end, heures de nuit),
 - Les frais d'assurances,
 - Les frais d'études et de reproduction de documents,
 - Les frais d'essais,
 - Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (1 fois par semaine au minimum),
 - Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme des cas de forces majeures seront réputées comprises dans l'économie du marché.

Tout manquement dans le nettoyage du chantier sera réalisé par une société extérieure aux frais et risques du titulaire.

Les factures afférentes au marché sont établies de manière dématérialisée au format PDF et déposées sur la plate-forme de paiement Chorus.fr

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-13, R.2192-31 à R.2192-34 et D.2192-35 et D.2192-36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires, qui pourront être dus, seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points de pourcentage.

3.3. Révision des prix

Les prix resteront fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Au-delà et si le marché est reconduit, ils pourront être révisés en fonction des variations des indices du BT ci-après, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(\frac{BT}{BT_0} \right)$$

P = prix révisé,

BT = dernier indice connu au moment de la révision.

P₀ = prix d'origine, indiqué dans le bordereau de prix,

BT₀ = dernier indice connu à la date de prise d'effet du marché.

L'index de référence "BT" est un des index nationaux (consultables sur le site Internet de l'Insee) conformément au tableau ci-après :

Lot 9	Serrurerie vitrerie	BT 42 (serrurerie) - BT 45 (vitrerie)
--------------	----------------------------	---------------------------------------

ARTICLE 4 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les travaux sont exécutés par le titulaire du marché, sous la direction du maître d'ouvrage, conformément aux ordres de service ou aux bons de commandes émis par ce dernier. Les commandes seront passées en fonction des besoins du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

Pour chaque commande, le maître d'ouvrage pourra exiger une visite sur place du titulaire du marché au terme de laquelle le titulaire fera un devis afin d'ajuster son offre en fonction du prix unitaire figurant au marché. A la suite de ce devis, le maître d'ouvrage pourra émettre le bon de commande et/ou l'ordre de service.

Conformément aux dispositions de l'article 30 du C.C.A.G., il est précisé que tous les changements dans les dimensions ou les caractéristiques des produits ou des ouvrages ne peuvent être acceptés qu'après accord du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX - PENALITES

5.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai court à compter de la remise de l'ordre de service, ou du bon de commande, par tout moyen jugé approprié par le maître d'ouvrage.



Ce délai englobe le délai d'approvisionnement du chantier, jusqu'au repliement du matériel et au nettoyage des lieux.

Le titulaire s'engage à tenir le délai d'exécution et à maintenir sur le chantier le personnel, matériel et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Le titulaire devra tenir compte dans son prix des modalités de fonctionnement et contraintes horaires de l'organisme telles que définies en préambule.

5.2. Pénalités pour retard

Tout retard constaté dans le calendrier donnera lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2. du C.C.A.G. travaux, le montant des pénalités journalières est fixé à 1/200^{ème} du montant du bon de commande.

5.3. Fin de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que le délai imparti englobe le repliement des installations et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il pourra y être procédé par la Caf aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité ci-dessus.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité d'un lot est interdite. Si le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il doit obtenir au préalable de la part du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1. Une déclaration spéciale préalable mentionnant :

- La nature des prestations pour lesquelles la sous-traitance est prévue,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,
- Les capacités financières et professionnelles des sous-traitants.

2. Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents sus mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation au sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT – SURETES – NANTISSEMENT

7.1. Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel n'est versée au titulaire.

7.2. Approvisionnement

Aucun acompte sur approvisionnement n'est versé au titulaire.

7.3. Nantissement

En vue de l'application des articles R2191-45 et suivants, relatifs au nantissement sont désignés :

- Comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés :
Monsieur Gaudérique BARRIERE, le Directeur Général de la Caf de l'Essonne,
- Comme comptable assignataire chargé des paiements :
Madame Karine Tanay, le Directeur comptable et financier de la Caf de l'Essonne.

ARTICLE 8 : COORDINATION - EXECUTION

8.1. Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

L'entrepreneur est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

8.2. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Si nécessaire, la mission coordination SPS (Sécurité Protection Santé) sera déléguée à un bureau de contrôle désigné par la Caf de l'Essonne. Cette mission concerne les précautions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité du travail sur le chantier.

Cependant, ce chantier peut être soumis soit au décret n° 92-158 du 20 février 1992, soit à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

En tout état de cause, l'entrepreneur est tenu de prendre les dispositions afin d'assurer :

- La sécurité du chantier,
- L'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- La sécurité publique,

et de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par :

- Les lois et décrets en vigueur,
- Et tous les règlements de police, voiries et autres (spécialement il doit procéder aux épreuves et vérifications du matériel qu'il utilise sur le chantier).

L'entrepreneur doit exercer une surveillance continue sur le chantier afin d'éviter tout accident.

8.3. Contrôle des accès et discipline du chantier

8.3.1. Contrôle des accès

La Caf, organisme recevant du public, est dans l'obligation d'organiser un contrôle d'accès des personnes extérieures prévu dans le cadre des procédures internes de la CAF de l'Essonne, renforcé dans le cadre de Vigipirate. Par conséquent, toute entreprise intervenante devra :

- Munir chacun de ses **ouvriers d'un badge portant le nom de l'entreprise**, ainsi que l'identité de l'ouvrier,
- Et être muni d'un badge fourni par la CAF en échange d'une pièce d'identité.

8.3.2. Discipline du chantier

La Caf de l'Essonne adressera aux titulaires du présent marché, une liste de consignes à respecter tout au long du marché. Celles-ci portent sur les règles d'hygiène et de sécurité. Le titulaire s'engage à faire respecter à son personnel les règlements intérieurs et de sécurité des sites.

Il est interdit notamment au personnel du titulaire :

- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De prendre des repas à l'intérieur des locaux (sauf aux endroits dédiés à cet effet),
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De manquer de respect aux agents, allocataires et partenaires,
- D'utiliser ou de pénétrer dans les locaux, objet de la prestation, à des fins étrangères à l'accomplissement de celle-ci,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère de l'entreprise,

ARTICLE 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Réception

A l'achèvement des travaux, objets de l'ordre de service ou du bon de commande, il est spécifié que la réception ne pourra être prononcée qu'avec un minimum de réserve que seule la Caf pourra apprécier. En cas de refus de réception de la Caf, l'entrepreneur devra procéder aux travaux de réfection nécessaires pour permettre leur réception.

9.2. Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés lors de leur intervention dans l'établissement ;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 2270 du code civil.

L'entrepreneur demeurera responsable des ouvrages, devra les entretenir à ses frais et devra remédier aux défauts susceptibles de se révéler pendant les délais de garantie lui incombant.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. Résiliation du marché

Les dispositions du chapitre VI du CCAG travaux s'appliquent.

10.2. Règlement des litiges

Le droit français est le seul applicable.

Les litiges nés du présent marché relèvent de la compétence des juridictions françaises.

10.3. Les obligations de laïcité

La Loi du 24 août 2021 impose au titulaire d'un contrat relevant du Code de la Commande publique de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manières égales toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.T.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Articles du C.C.A.T.P.	Articles du C.C.A.G.
4	25.1 (vérification quantitative des matériaux et produits)
5.2.	20.1 (pénalités)

ARTICLE 12 : DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER

Clause obligatoire : le titulaire s'engage à utiliser des produits non toxiques, non polluants.

En cas de demande spécifique (émanation d'odeur, brûlures...), le titulaire sera dans l'obligation de présenter la fiche de données de sécurité des produits (composition chimique) utilisés sur le chantier en question.

Description des interventions

Les interventions les plus courantes pratiquées dans nos locaux sont détaillées ci-dessous (liste non exhaustive).

Pour les travaux non inclus dans cette liste ou non mentionnés au BPU, ces derniers feront l'objet de l'établissement d'un devis spécifique.

Serrurerie

Réglage et mise en jeu ou remplacement d'ouvrant aluminium ou métallique ou PVC.

Remplacement ou installation de toute serrure, poignée, barre anti panique, pivot, ferme porte ou porte

Fourniture et pose de rambarde de protection métallique (main courante, garde-corps etc...)

Vitrierie

Intervention urgente résultant d'une effraction, vandalisme ou accident avec mise en place d'une protection provisoire.

Remplacement de tout type de vitrage

Lu et accepté

Ale,

Le représentant habilité de la société